

# Épargne des migrants : quel rôle pour la microfinance ?

BIM n° 122 - 5 juin 2001  
Karin Barlet et Anne-Claude Creusot

*Après avoir consacré en novembre 2000 un atelier sur le lien entre transferts de revenus des migrants et microfinance, l'OIT a proposé une nouvelle rencontre sur ce thème à la fin du mois de mai à Dhaka, et publié plusieurs documents de travail sur le sujet.*

Les transferts de revenus des travailleurs migrants occupent une place très importante dans les économies de nombreux PED pourvoyeurs de main d'oeuvre. Transfert de revenus ne signifie pas forcément épargne : en effet une grande majorité des revenus transférés est affectée à des dépenses courantes dans les pays pourvoyeurs de main d'oeuvre et seul un faible pourcentage est converti en épargne ou investissements productifs. Par ailleurs, si ces transferts sont globalement significatifs, une grande partie d'entre eux relève de l'informel et échappe donc à tout circuit officiel.

L'idée aujourd'hui est de déterminer dans quelle mesure la microfinance pourrait jouer un rôle dans ce domaine, notamment en proposant aux migrants des services de transfert et d'épargne adaptés.

La question a récemment fait l'objet d'un débat sur le forum anglophone de la microfinance Devfinance, certains considérant que l'on cherche à faire intervenir la microfinance sur cette « niche » en lui faisant jouer un rôle qu'elle n'est pas la mieux placée pour assumer. Ce point de vue mérite d'être approfondi.

## **Transferts de revenus des migrants : quelques repères**

La part des revenus des travailleurs migrants internationaux envoyée depuis le pays d'emploi dans le pays d'origine des migrants joue un rôle essentiel dans les économies de nombreux pays exportateurs de main-d'oeuvre. Les données officielles sont obtenues principalement à partir des chiffres de la balance des paiements des pays. D'après les estimations globales des flux officiels, le montant des transferts de revenus des migrants serait passé de 43,3 milliards de dollars en 1980 à 70 milliards en 1995.

## **Des pratiques largement informelles**

Mais le montant réel est sans aucun doute bien plus élevé puisque seule une part transite par des canaux officiels. Beaucoup de transferts sont effectués de façon informelle : les sommes

sont transportées par les migrants eux-mêmes, ou confiées à des proches, les envois se font parfois en nature, sous forme de vêtements ou d'autres biens de consommation. Dans certains pays (Pakistan, Philippines, Soudan, Egypte) ces transferts informels représenteraient au moins le double voire le triple des chiffres officiels.

## **Causes des transferts informels**

Le recours au circuit informel est souvent motivé par des raisons pratiques. Là où les services bancaires et les structures de change sont inadaptés ou inefficaces, on se tourne vers des moyens de transfert informel non bancaires, quels que soient les coûts de transaction. Il s'explique aussi souvent par le fait que le taux de change du pays destinataire des transferts est surévalué, ce qui est perçu comme une taxe implicite par ceux qui envoient de l'argent par les canaux officiels. Les systèmes très restrictifs de contrôle des changes et du commerce encouragent aussi la fraude.

## **Facteurs déterminants des transferts**

Il existe peu d'études sur les déterminants des transferts de revenus des migrants. Un certain nombre de facteurs ont tout de même été identifiés, comme le niveau des salaires, le taux de change, le taux d'intérêt relatif entre pays d'origine et pays d'accueil, la situation familiale du migrant, son niveau d'éducation, etc. Certains estiment que le niveau et les fluctuations de l'activité économique des pays d'accueil expliquent 70 à 95 pour cent des transferts de revenus reçus par les pays exportateurs de main-d'oeuvre. Il n'y a pas consensus sur la portée des facteurs ni sur leur sensibilité relative aux mesures politiques.

## **Utilisation des revenus transférés**

La question de l'utilisation des transferts est essentielle par rapport à l'impact des migrations de travailleurs sur le développement des pays. Pour la plupart, les revenus seraient utilisés pour les dépenses courantes (alimentation, vêtements, soins de santé). En deuxième position pour construire ou améliorer l'habitat, acheter du terrain ou du bétail et acheter des biens de consommation durables (machine à laver, TV, etc.). Seul un faible pourcentage serait converti en épargne ou utilisé dans des « investissements productifs », à savoir des activités génératrices de revenus ou d'emplois.

La question du potentiel des transferts de revenus pour le développement de l'économie s'articule autour de ces choix de consommation. Ces choix sont critiqués par ceux qui y voient du gaspillage là où il pourrait y avoir création d'activité. Ceux-là trouvent nécessaire d'orienter l'utilisation vers des investissements productifs. Pour d'autres, ces critiques ne tiennent aucun compte des conditions individuelles et structurelles dans lesquelles les migrants prennent leurs décisions, ni de la nature privée intrinsèque des transferts, des possibilités limitées d'investissement ou du capital social financier nécessaire pour créer une entreprise.

## Impact macroéconomique : bénéfique ou néfaste ?

Là encore deux points de vue s'opposent. D'un côté, certains considèrent que les transferts de revenus constituent une source importante de devises étrangères, augmentent le revenu national, financent les importations et contribuent à la balance des paiements. Ils participent aussi à la croissance des sociétés de virement bancaire et de convoyeurs et à l'augmentation des échanges monétaires. D'autres au contraire considèrent que les transferts de revenus des migrants non seulement ne sont pas bénéfiques pour l'économie du pays qui les reçoit, mais diminuent même les chances de développement de cette économie. L'afflux de revenus peut être dangereux s'il crée une dépendance chez les bénéficiaires, encourage la migration de la population en âge de travailler, et diminue la probabilité d'investissements de la part du gouvernement ou des investisseurs étrangers à cause d'un manque de main-d'oeuvre dans le pays. Les transferts de revenus sont aléatoires et constituent un facteur d'aggravation des inégalités. Par ailleurs, ils servent souvent à l'achat de biens de consommation importés plutôt qu'à celui de biens produits localement, diminuant l'effet multiplicateur potentiel des fonds et augmentant la demande d'importations et l'inflation. Lien entre transferts informels et développement : quel rôle pour la microfinance ?

Beaucoup de gouvernements ont cherché à mettre en place des mesures destinées à encourager l'investissement productif des revenus des migrants. Ces mesures consistent souvent à tenter de convertir en entrepreneurs d'anciens travailleurs migrants sans aucune expérience de la gestion d'entreprise, ce qui est évidemment difficile et la plupart du temps inefficace. Une autre piste de travail serait d'introduire des intermédiaires financiers qui collectent les transferts des migrants sous forme de dépôts et les mettent à disposition de petites et micro entreprises existantes.

En d'autres termes les pays exportateurs de main-d'oeuvre pourraient chercher à encourager les institutions de microfinance à collecter les revenus des migrants pour en faire bénéficier les micro et petits entrepreneurs

Cette volonté de lier la question des transferts de revenus des migrants à la microfinance suscite des réactions diverses.

Voici quelques réactions choisies parmi les contributions au débat qui a eu lieu sur Devfinance au mois de mai\* :

- **Est-ce une bonne idée ?** Devons-nous encourager les IMF à collecter les dépôts ? Les IMF sont-elles susceptibles de faire mieux que les circuits de transfert existants ? Les coopératives de crédit, les banques commerciales et les caisses d'épargne postales semblent mieux placées pour gérer les transferts de revenus des migrants. Les Mexicains travaillant dans l'Utah transfèrent paraît-il de l'argent rapidement de façon sûre et peu coûteuse n'importe où au Mexique grâce à Western Union. Dans d'autres pays, les migrants passent par des systèmes informels difficiles à concurrencer.
- **Si les circuits de transfert** tels que Western Union, ou les caisses postales semblent les mieux placés, il n'en demeure pas moins qu'ils sont limités dans les produits financiers proposés et qu'à ce titre, ils n'encouragent pas la conversion des transferts des migrants en épargne (pouvant donner lieu à terme des investissements productifs). En outre, ces circuits de transfert sont-ils réellement les mieux placés ? Les coopératives de crédit n'ont pas bonne réputation dans tous les pays (cf. Ouganda). Les postes ont de loin le meilleur réseau mais en Ouganda et en Tanzanie par exemple les clients se plaignent de la lenteur

du service et des difficultés pour récupérer leur argent (files d'attente, manque de liquidités, etc.). Western Union est une option valable mais pas économique et l'accès aux bureaux peut poser problème (faible densité d'implantation du réseau).

- **L'identification peut poser problème.** Tous les pays n'ont pas de système national d'identification. D'autres documents, comme des quittances d'impôt, peuvent être utilisés mais les femmes ont souvent plus de mal à prouver leur identité que les hommes.
- **L'une des innovations** intéressantes par rapport à l'implication des IMF, est la construction d'un partenariat entre Western Union et CERUDEB (IMF) en Ouganda. CERUDEB est en effet l'un des deux agents de Western Union dans le pays. (Nous ne connaissons pas les détails de ce partenariat, ni d'autres expériences du genre mais si certains participants en savent plus, merci à eux de nous faire partager cette information.)

On peut appliquer aux services de transfert les enseignements que l'on a tirés de l'expérience des IMF :

- > les services de transfert doivent être proposés sur une base commerciale pour être efficaces
- > attention aux systèmes incitatifs visant à orienter l'utilisation des transferts à des fins « productives »
- > la tarification des transferts n'est pas nécessairement une mauvaise chose. Des commissions un peu plus élevées sur les gros transferts peuvent permettre de « subventionner » les petits transferts
- > les produits doivent être conçus pour répondre aux besoins des consommateurs et non aux souhaits des bailleurs de fonds et spécialistes du développement.

## Quelques références bibliographiques

Devfinance, contributions sur les transferts de revenus des migrants du 13 au 16 mai.

- > OIT, « Migrant Worker Remittances, Micro-finance and the Informal Economy: Prospects and Issues » <http://mirror/public/english/employment/finance/papers/wpap21.htm>
- > OIT, « Migrant worker remittances in Lesotho: A review of the Deferred Pay Scheme » <http://mirror/public/english/employment/finance/papers/wpap16.htm>
- > M. Orozco, « Remittances and Markets: New Players and Practices », mai 2000 [http://www.thedialogue.org/publications/Remittances\\_and\\_Markets.htm](http://www.thedialogue.org/publications/Remittances_and_Markets.htm)
- > L. Barberia, « The Uses of Remittances and Their Effect on Informal Economic Activity in Cuba », 1999 <http://web.mit.edu/cis/www/migration/grantees99/Barberia.html>

Blion R., Verrière V., « Epargne des migrants et outils financiers adaptés. Pratiques des immigrants maliens et sénégalais vivant en France », sept-oct 1998 <http://www.adri.asso.fr>